



PARLEMENT EUROPÉEN



2009 - 2014

Délégation pour les relations avec l'Inde

**VISITE DE LA DÉLÉGATION
POUR LES RELATIONS AVEC L'INDE À
DELHI - CHENNAI
du 30 AVRIL au 4 MAI 2012**

RAPPORT

Introduction

Une délégation de douze députés européens présidée par Sir Graham Watson (ALDE, Royaume-Uni) s'est rendue à New Delhi et Chennai (anciennement connue sous le nom de Madras) du 30 avril au 4 mai 2012. La liste complète des membres de la délégation est jointe au présent rapport. Comme c'est généralement le cas pour les visites de délégation en Inde, le programme a principalement été axé sur un nombre de thèmes, qui sont résumés ci-dessous.

Une lettre de remerciement a été envoyée à tous ceux qui ont participé à l'élaboration du programme, en particulier le personnel de la délégation de l'UE à New Delhi, qui avait la responsabilité principale de l'organisation.

Relations UE-Inde

Le large éventail de sujets abordés dans le cadre des relations UE-Inde a constitué un élément récurrent des réunions avec les représentants du gouvernement, le Parlement, les entreprises, les groupes de réflexion et la société civile en général.

Les discussions ont porté principalement sur les négociations en cours en vue d'un accord de libre-échange (ALE) UE-Inde. Les échanges commerciaux UE-Inde ont été multipliés par vingt depuis 1988 et l'UE représente le principal partenaire économique de l'Inde, tandis que l'Inde est le huitième partenaire économique de l'UE en termes d'importance. Les échanges commerciaux entre l'UE et l'Inde sont équilibrés, les deux partenaires affichant des chiffres d'importation et d'exportation comparables. Toutefois, la part de l'UE dans les importations indiennes a progressivement diminué et il existe un potentiel de croissance considérable à cet égard puisqu'en 2011, l'Inde

ne représentait que 2,5 % du total des échanges de l'UE (à titre de comparaison, la part de la Chine s'élevait à 13,3 %).

Les deux parties ont convenu que la relation UE-Inde comporte un important potentiel inexploité et que l'accord sur l'ALE pourrait aboutir à une situation bénéfique accompagnée d'avantages énormes tant pour l'UE que pour l'Inde.

La délégation s'est penchée sur des questions non résolues telles que les barrières non tarifaires et les droits extrêmement élevés appliqués par l'Inde sur les produits automobiles et les vins et spiritueux. Les députés européens ont également exprimé des préoccupations quant à la mesure dans laquelle les dispositions relatives aux marchés publics pourraient être appliquées au niveau de l'État en Inde. L'UE a souligné que l'Inde devait appliquer plus strictement sa législation sur les DPI. Les députés européens ont pris note des craintes indiennes selon lesquelles les produits agricoles subventionnés provenant de l'UE pourraient être considérés comme une menace pour les moyens de subsistance des agriculteurs indiens, tout en faisant également référence à l'avis de la Commission, qui estime que les produits agricoles de l'UE sont largement complémentaires des produits indiens.

Les députés européens ont souligné à diverses occasions que l'inclusion dans l'ALE d'une disposition sur le développement durable constitue un élément non négociable pour l'UE et en particulier pour une majorité de membres du Parlement européen. L'Inde a répondu comme précédemment qu'il n'y a pas lieu d'insérer des points «non commerciaux» dans un accord commercial et que ces questions devraient être examinées dans d'autres instances telles que l'Organisation internationale du travail.

La délégation du Parlement a fait valoir que l'ALE ne doit pas s'envisager dans le seul cadre de la relation commerciale et qu'il possède une forte dimension politique. Elle a souligné qu'un accord ambitieux et de grande envergure renforcerait et approfondirait de manière conséquente le partenariat stratégique UE-Inde de 2004, qui a réuni deux acteurs mondiaux ayant les mêmes valeurs fondamentales de respect de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit. L'Inde et l'UE ont un rôle essentiel à jouer lorsqu'il s'agit de s'attaquer aux sujets de préoccupation commune, qui vont de la réponse mondiale au changement climatique à la sécurité, en passant par la lutte contre le piratage et le terrorisme.

Les deux parties ont soutenu l'extension de la coopération dans un grand nombre de domaines tels que le renforcement des liens entre les institutions universitaires et les contacts entre les personnes (le programme Erasmus Mundus a été largement salué). Les interlocuteurs indiens se sont particulièrement plaints des difficultés auxquelles ils sont confrontés pour obtenir des visas pour venir en Europe.

Les deux parties ont également souligné la possibilité d'établir des liens dans les domaines de la recherche et du développement, en particulier sur les questions environnementales telles que les énergies renouvelables et la protection des forêts. La visite à l'institut indien de technologie (Madras) a fourni la preuve de la coopération entre les universitaires de l'UE et d'Inde. La situation et les perspectives des entreprises européennes arrivant sur le marché indien ont également été examinées

lors des réunions avec le centre européen d'affaires et de technologie de New Delhi et l'usine Nokia à Chennai.

Les perspectives concernant la coopération UE-Inde sur les questions de sécurité ont été abordées, bien que dans certains cercles indiens, il subsiste un sentiment que l'UE est un bloc essentiellement économique et commercial et non une importante puissance sur les plans politique ou de la sécurité. Par conséquent, selon ce raisonnement, les intérêts de l'Inde sont mieux servis si elle poursuit un programme politique et stratégique plus vaste au niveau bilatéral avec certains États membres et avec les États-Unis.

La délégation du Parlement a souligné l'importance de l'aspect parlementaire dans les relations UE-Inde. Elle a réitéré qu'elle souhaitait vivement que la Lok Sabha mette en place son groupe d'amitié avec le Parlement européen, qui n'a pas été rétabli depuis les élections indiennes de 2009. Elle a également renouvelé son invitation aux parlementaires indiens à se rendre en Europe. Les interlocuteurs indiens ont généralement convenu que les visites interparlementaires jouent un rôle appréciable dans le renforcement de la relation et le ministre des affaires extérieures a répété que l'Inde s'engageait à rétablir le groupe d'amitié avec l'UE.

Changement climatique et SEQE

Lors des discussions relatives au changement climatique, les Indiens ont régulièrement fait valoir que leur pays avait un droit au développement et à l'amélioration de la situation des 400 millions de personnes vivant dans la pauvreté. Ils ont rejeté toute forme de «protectionnisme écologique» qui nuirait à ce développement et souligné qu'il appartenait à l'Occident d'atténuer les effets du réchauffement mondial, car c'est lui qui est à l'origine du problème. Inversement, l'Inde, où vit 17 % de la population mondiale, n'est responsable que de 4 % de la consommation énergétique mondiale. On a néanmoins constaté un souhait de réduire la dépendance de l'Inde à l'égard des énergies fossiles provenant de régions et pays instables comme l'Iran. Il ne fait par ailleurs aucun doute que l'Inde doit davantage avoir recours aux technologies vertes et aux énergies renouvelables. L'UE est considérée comme un partenaire clé pour le transfert de technologies et le financement du soutien en la matière.

Les interlocuteurs indiens se sont dits vivement opposés au système d'échange de quotas d'émission (SEQE) de l'Union européenne, qui est considéré comme une imposition unilatérale contraire à la Convention relative à l'aviation civile internationale (OACI). L'UE a largement rejeté ce point de vue et a insisté sur les faibles coûts de conformité liés au système. Les députés européens ont souligné qu'ils souhaitaient parvenir à un règlement global qui permettrait à l'UE d'atteindre ses objectifs environnementaux tout en étant acceptable pour l'ensemble des parties.

Politique extérieure

La discussion concernant les questions de politique extérieure était vaste et portait notamment sur les BRICS, la Syrie, la Chine, le Pakistan et l'Afghanistan.

Les Indiens ont souligné la dimension politique accrue du groupe des BRICS. Ils ont fait valoir que ce groupe pourrait être une «source de force et de paix» en réunissant des pays qui, tout en ayant des différences, partagent un certain nombre d'objectifs communs, notamment en ce qui concerne la réforme des institutions financières mondiales. Les Indiens ont toutefois émis des inquiétudes quant au renforcement de la force militaire et navale chinoise et la menace qu'elle pourrait constituer pour la stabilité en Asie.

Les députés indiens ont souligné qu'il n'existait pas de solution universelle aux enjeux découlant du Printemps arabe. Si la montée de l'Islam politique suscite des inquiétudes, le développement de la démocratie dans la région a été salué. En ce qui concerne la situation en Syrie, les interlocuteurs indiens ont rappelé leur position classique de non-intervention, tout en soulignant qu'il fallait trouver une solution et que les événements actuels dans le pays étaient inacceptables.

D'aucuns en Inde ont exprimé des craintes quant à la possibilité que l'Afghanistan puisse redevenir le carrefour du terrorisme international. L'Inde s'est dite prête à fournir une aide au pays, mais elle n'entend pas intervenir dans les affaires intérieures de Kaboul. Selon un récent sondage, l'Inde est le pays étranger le plus populaire chez les Afghans.

Les intervenants indiens ont souligné qu'ils étaient disposés à établir des relations avec le Pakistan; ces efforts sont toutefois souvent contrecarrés par les attaques terroristes telles que les attentats de Mumbai. Les échanges commerciaux entre les deux pays ont été sérieusement restreints à cause de la situation politique défavorable; ce phénomène pourrait toutefois s'inverser puisque le Pakistan s'oriente vers l'octroi du statut de la nation la plus favorisée (NPF) à l'Inde.

Droits de l'homme

La question des droits de l'homme a été un thème récurrent des discussions, plus particulièrement lors du dîner avec les représentants des organisations des droits de l'homme, qui ont apporté certains éclairages personnels au débat. Les députés européens ont également abordé des cas individuels en marge de certaines réunions officielles.

La réunion organisée à Chennai avec l'International Justice Mission a permis à la délégation de connaître la situation des travailleurs forcés, en particulier dans l'État du Tamil Nadu, qui sont victimes de l'absence de mise en œuvre de la législation en vigueur. Il a été constaté qu'un grand nombre des personnes concernées appartiennent aux castes inférieures et aux tribus répertoriées et que la communauté des Intouchables (SC/CT) représente 86 % des travailleurs forcés recensés au niveau

national. Les droits de l'homme ont également fait partie des thèmes principaux des discussions sur les réfugiés du Tamil (voir ci-dessous).

Tamil Nadu

La deuxième partie de la visite a eu lieu dans le Tamil Nadu, où la délégation a été reçue au plus haut niveau par le gouverneur, le ministre en chef et le président de l'Assemblée législative. Le temps passé à Chennai a permis aux députés européens d'examiner davantage la situation des réfugiés tamouls en Inde et la situation actuelle d'après-conflit au Sri Lanka.

Il est ressorti assez nettement des discussions que la situation des Tamouls sri-lankais, tant au Sri Lanka que dans le Tamil Nadu, est une question politique importante de la politique de l'État, mais aussi du gouvernement national. La décision sans précédent prise par l'Inde en mars 2012 de voter en faveur de la résolution sur le Sri Lanka du HCR des Nations unies a été un signe très clair de l'influence exercée sur le gouvernement national par le DMK du Tamil Nadu, un partenaire clé de la coalition UPA.

Du point de vue des interlocuteurs officiels et non officiels, la situation des réfugiés tamouls en Inde est difficile, mais pas désespérée. Seul un nombre limité de personnes, 4 000 au lieu des 25 000 prévues, ont choisi de retourner au Sri Lanka après la fin du conflit en mai 2009, car la majorité attend encore la garantie d'un retour sûr et durable. Leur accès aux services de base dans le Tamil Nadu est généralement raisonnable bien que les possibilités en matière d'emploi soient limitées et qu'il leur soit difficile d'avoir accès à l'enseignement supérieur.

RAPPORT COMPLET

Lundi 30 avril 2012 - Delhi

La première réunion du programme était un exposé d'information avec son excellence João Cravinho, ambassadeur de l'UE en Inde. L'aperçu de l'état de la situation des relations UE-Inde et de l'évolution actuelle de la politique indienne a fourni de précieuses informations à la délégation lors des réunions suivantes.

- **Observer Research Foundation**

L'Observer Research Foundation (ORF) est un groupe de réflexion public indépendant couvrant un large éventail de question d'importance nationale et internationale. La délégation a été accueillie par M. Sunjoy Joshi, le directeur de l'ORF, qui a ouvert la réunion en soulignant l'engagement fort de la fondation avec l'UE.

- **BRICS (Intervenants: HHS Vishwanathan et Samir Saran)**

L'ambassadeur HHS Vishwanathan a informé la délégation que les BRICS représentaient à présent plus qu'une simple «destination d'investissement» et qu'ils avaient une importance politique croissante. Les cinq puissances émergentes du groupe ont des taux de croissance impressionnants et, en dépit de leurs différences, œuvrent ensemble à la promotion d'une «autre trajectoire».

L'échec du FMI à anticiper le problème des crédits hypothécaires à risque a été un signal d'alarme incitant les pays BRICS à appeler à des réformes de l'architecture financière mondiale actuelle. La Banque mondiale ne s'est pas suffisamment engagée en faveur de la réduction de la pauvreté. Ces craintes ont été soulevées dans la Déclaration de Delhi par les cinq pays le 29 mars 2012.

Samir Saran a présenté aux participants la situation économique et financière des BRICS. Il a fait remarquer que la Déclaration de Delhi faisait également référence au projet de création, en 2012, d'une banque de développement des BRICS, qui financerait des infrastructures et interviendrait en tant que prêteur aux côtés de la Banque mondiale et d'autres organismes financiers. La nouvelle banque a pour but de compléter et non de remplacer les instruments financiers existants. Tous les pays BRICS détiendraient une part égale au sein de cette banque. Sa création a été inspirée par les modèles des banques de développement sud-africaine et brésilienne, qui ont orienté une grande partie de leur aide vers le secteur des PME. Une alliance d'échange des BRICS, initiative commune aux bourses de valeur des BRICS, a également été créée.

Les BRICS constituent un «groupe lié à la situation» sans programme fixe; toutefois,

ils ont progressivement abordé un large éventail de questions politiques. La Déclaration de Delhi a mis en évidence l'importance de la diplomatie multilatérale dans le cadre des Nations unies et le non-recours à la force dans les relations internationales. Le groupe s'est engagé en faveur de l'absence de confrontation et fait preuve d'ouverture quant à la participation de pays n'appartenant pas au groupe des BRICS. Il s'est également engagé en faveur du développement de nouvelles idées et du partage des meilleures pratiques. Il est important de ne pas exagérer l'importance du groupe, qui ne constitue pas un «instrument hégémonique d'expansion» et ne se «positionne pas lui-même» contre d'autres groupes.

En réponse aux observations des députés européens, les Indiens ont souligné que le groupe des BRICS ne «défait» pas le système existant de gouvernance mondiale, mais que les cinq pays souhaitaient une réforme du système, car «les dérives actuelles ne sont pas acceptables». Il a été admis qu'il existait des différences au sein des BRICS; le groupe offre toutefois une plateforme d'échanges susceptible d'«arrondir les angles» en cas de conflits. Les BRICS pourraient être considérés comme un «groupe de réflexion pour le monde émergent» et on pourrait établir des parallèles avec l'OCDE.

- **Énergie et changement climatique (Intervenants: Sunjoy Joshi et Lydia Powell)**

M. Sunjoy Joshi, directeur de l'ORF, a exposé les enjeux actuels en matière d'énergie auxquels l'Inde est confrontée. Il a fait remarquer que le taux de croissance actuel de l'Inde avoisine 8 % par an; toutefois, 400 millions de personnes n'ont toujours pas d'électricité et la consommation actuelle d'énergie par habitant est nettement inférieure à celle de l'UE. Une politique de développement, conforme aux objectifs du millénaire pour le développement, constitue dès lors une priorité et l'UE doit tenir compte de ce fait essentiel. Les Indiens ont rejeté toute tentative de la part des pays développés de bloquer la croissance indienne et toute politique de «protectionnisme vert». «Avant de juger un homme, marche pendant deux lunes dans ses mocassins», tel était le message aux députés européens.

L'Inde doit s'assurer des ressources énergétiques adéquates pour poursuivre son développement. La quantité de charbon qui peut être extraite est limitée et le monde n'a donc «pas trop à s'inquiéter» des émissions de carbone de l'Inde. La majeure partie de la croissance sera alimentée par le gaz naturel provenant d'Asie centrale et de Russie. Le gazoduc Iran-Pakistan actuellement en construction pourrait également constituer une source d'approvisionnement énergétique.

La délégation du Parlement européen a fait remarquer que l'UE importe à l'heure actuelle 50 % de son énergie et que ce chiffre devrait continuer d'augmenter pour atteindre 70 % en 2025. La majeure partie de ces approvisionnements proviendrait de régions instables du monde et il est clairement nécessaire de développer d'autres sources d'énergie, en particulier les énergies renouvelables et les «technologies propres». On a souligné les avantages découlant de la coopération UE-Inde en matière de recherche et de développement.

- **Accord de libre-échange UE-Inde**

M. M K Venu a présenté les principaux éléments de la position indienne sur l'accord de libre-échange (ALE) UE-Inde. Il a souligné que Delhi attendait une «approche plus souple» de la part de l'UE et la reconnaissance que l'Inde, dont 30 % de la population vit dans l'extrême pauvreté, est moins développée économiquement en de nombreuses régions. Les marchés publics en Inde, en particulier dans les 28 États, sont généralement liés à la politique de développement du pays. Il est également peu probable que les banques européennes souhaitent investir dans les États pauvres.

Selon l'intervenant, 80 % des exploitations agricoles en Inde sont de petite taille et vulnérables aux importations agricoles subventionnées provenant de l'UE. L'Inde ne cédera pas non plus sur la question des importations automobiles de l'UE; de même, les vins et spiritueux restent une autre «pierre d'achoppement». Des craintes ont par ailleurs été émises quant à l'ouverture du marché indien à la grande distribution et aux effets néfastes qu'elle aurait sur les 12 millions de commerces familiaux. L'intervenant a également affirmé que l'UE s'obstinait à appliquer un certain nombre de barrières non tarifaires telles que des restrictions en matière de visas.

On a par ailleurs fait observer que le monde a un intérêt à aider l'Inde à relever le niveau de vie de sa population, car la «pauvreté a des pieds» et elle pourrait aboutir à la migration économique. Les avantages de la coopération entre les deux parties, en particulier dans des domaines tels que les sciences et les technologies, ont été mis en évidence.

Les parlementaires européens ont admis de nombreuses inquiétudes exprimées par les Indiens. Ils ont souligné que la question de l'exclusivité des données avait été résolue. Les députés européens ont également reconnu les préoccupations quant à la sécurité alimentaire et l'importance de garantir l'avenir de l'agriculture indienne. La délégation a insisté sur le fait qu'une disposition concernant le développement durable constituait un élément non négociable pour le Parlement européen. Il a été convenu que sagesse politique et esprit d'initiative s'imposent pour résoudre les problèmes en suspens.

La discussion s'est poursuivie autour d'un déjeuner buffet informel.

La délégation s'est ensuite rendue au Parlement indien, où elle a assisté à un débat à la Lok Sabha.

- **Réunion avec M. Shanta Kumar, président, et d'autres membres de la commission permanente du commerce**

Députés indiens présents: CM Chang, EM Sudarsana, Natchiappan, Jagdish Sharma, KP Dhanap Alan, Kantilal Buria.

M. Kumar a présenté le rôle de la commission, qui est l'une des 24 commissions permanentes composées chacune de 10 membres de la Rajya Sabha et de 21 membres de la Lok Sabha. En Inde, les commissions ne jouent qu'un rôle de conseil et de consultation lors du processus législatif et leurs «recommandations» ne sont pas contraignantes pour le gouvernement. Il appartient à l'exécutif de ratifier les ALE. Le parallèle a été établi avec le pouvoir de décision du Parlement européen, qui doit donner son avis conforme en ce qui concerne les traités.

M. Kumar a souligné que les visites interparlementaires représentaient une excellente plateforme d'échanges de points de vue et une occasion remarquable d'accroître le degré de confiance entre l'Inde et ses partenaires.

Les Indiens ont souligné que tout accord commercial avec l'Inde devait être envisagé dans le cadre de l'immense diversité du pays et des pouvoirs considérables conférés au gouvernement des États. Ils ont insisté sur les mécanismes en place en Inde pour l'assimilation des différents groupes et cultures ethniques du sous-continent. Le marché commun n'a été mis en place en Inde qu'en 1976-1977, soit près de 30 ans après l'indépendance. Les impôts propres aux États sont encore applicables.

Il a été constaté que le modèle agricole indien était différent de celui de l'UE, bien que l'on insiste de plus en plus sur le renforcement de la production agricole. Selon les croyances hindoues, les inventions viennent de Dieu et ne doivent pas être soumises à des charges financières; cette philosophie est toutefois en train d'évoluer pour que le modèle indien soit davantage en harmonie avec des approches plus modernes de l'agriculture.

La délégation du Parlement a souligné que les négociations sur la conclusion d'un ALE UE-Inde «ont progressé et qu'elles continuent sur cette voie». Il est important de parvenir à un accord vaste et ambitieux, car une augmentation des échanges commerciaux entre les deux parties permettrait de créer de la croissance économique. Parmi les domaines de coopération pourraient figurer la promotion du tourisme dans les zones rurales et la valorisation des technologies du charbon propres. Il a été fait référence aux nouveaux enjeux politiques et économiques extrêmement graves auxquels l'Union est confrontée.

- **Réunion avec M. Karan Singh, député, et d'autres membres de la commission permanente des affaires extérieures**

Députés indiens présents: Shashi Tharoor, Bhala Singh, HK Dua, Shivanand Tiwari, BP Baishya, J Swamy.

M. Singh a souligné l'importance des relations UE-Inde et le rôle de l'UE en tant que source d'inspiration pour d'autres groupes régionaux tels que l'ASARC. «En effet», a-t-il déclaré, «nous (en Inde) sommes plus enthousiastes à l'égard de l'UE que les Européens eux-mêmes!» Les deux parties ont convenu de la nécessité d'établir des contacts entre les personnes et ont soutenu le développement du programme Erasmus Mundus. M. Singh a souligné l'intérêt commun des deux parties à parvenir à un

règlement en Afghanistan, à vaincre la piraterie dans l'océan Indien et à conclure l'ALE. .

Il est d'avis que l'UE a également démontré que l'intégration économique peut jouer un rôle important dans la prévention des conflits et il existe à cet égard un parallélisme très net avec les BRICS, qui ont également le potentiel pour être une source de «force et de paix», même si les cinq États ne sont pas toujours d'accord entre eux.

Les Indiens reconnaissent la nécessité de répondre au changement climatique et de promouvoir un monde plus écologique. Néanmoins, ils ont souligné que 600 millions d'Indiens n'ont pas accès à l'électricité et qu'il est urgent de promouvoir le développement économique, en particulier lorsque l'on sait que la population indienne croît encore d'«une fois la population de l'Australie chaque année». L'image de l'Inde est «injustement ternie», car ce pays abrite actuellement 17 % de la population mondiale, mais est responsable de moins de 4 % des émissions, lesquelles sont nettement inférieures, par habitant, à celles de la Chine. Le gouvernement souhaite vivement accroître l'utilisation de technologies vertes et développer les sources d'énergie renouvelables, telles que l'énergie solaire et l'énergie éolienne.

Les députés indiens ont souligné qu'ils étaient disposés à établir des relations avec le Pakistan; ces efforts sont toutefois souvent contrecarrés par les attaques terroristes telles que les attentats de Mumbai. Les échanges commerciaux entre les deux pays ont été sérieusement restreints à cause de la situation politique défavorable; ce phénomène pourrait toutefois s'inverser puisque le Pakistan s'oriente vers l'octroi du statut de la nation la plus favorisée (NPF) à l'Inde. Des liens pourraient être établis avec la société civile au Pakistan qui est «plus instruite que l'armée pakistanaise».

Les députés indiens ont souligné qu'il n'existait pas de solution universelle aux enjeux découlant du Printemps arabe. Il existe certaines préoccupations quant à la montée de l'Islam politique, et il ne faut pas oublier que l'Égypte, sous son précédent gouvernement, a été un allié proche. Néanmoins, Delhi salue l'avènement de la démocratie dans la région et, à ce jour, est satisfaite des résultats des élections en Égypte et en Tunisie.

- **Table ronde et dîner de travail sur le thème des droits de l'homme**

Participants indiens à la table ronde suivie du dîner de travail: Madhu Kishwar, Iina Sen, Swami Agnivesh, Kailash Satyarthi, Reetika Khera, M. Subramanyam, Lenin Raguwanshi, Maja Darunala, Subas Chakma, Justice Sachar, Gautam Vohra, Binayak Sen, Nishant Alag.

Dans la soirée, une table ronde a été organisée, à laquelle des représentants d'ONG actives dans le domaine des droits de l'homme ont présenté les travaux de leurs organisations. Cet événement a été suivi d'un dîner de travail axé sur les thèmes des droits des femmes, du droit des enfants, de la torture et des défenseurs des droits de l'homme.

Mardi 1^{er} mai

- **Réunion au centre européen d'affaires et de technologie (EBTC) organisée par le directeur de l'EBTC, Poul Jensen**

M. Jensen a présenté les travaux de l'EBTC, qui a été créé en tant que centre de référence pour les entreprises et les chercheurs européens désireux d'entrer sur le marché indien. La décision de créer l'EBTC a été prise lors du sommet UE-Inde à Marseille en 2008. L'accent est mis sur la promotion des technologies vertes et propres. Le siège social se situe à New Delhi et il existe trois bureaux régionaux, à Mumbai, Bangalore et Kolkata. L'EBTC se concentre sur quatre secteurs clés «naissants», dont le taux de croissance annuel moyen est de 15 %: les biotechnologies, l'énergie, l'environnement et les transports. À ce jour, les domaines de l'énergie et de l'environnement offrent la majorité des possibilités.

L'EBTC fait partie de la stratégie de l'UE «Une Europe compétitive dans une économie mondialisée» et du «Small Business Act», qui visent à renforcer la compétitivité de l'UE sur le marché mondial. Il recevra un financement de l'UE jusqu'en 2017, date au-delà de laquelle il est prévu qu'il soit autonome. Il coopère avec des réseaux, initiatives et institutions existants d'Inde et de l'UE.

Les échanges commerciaux avec l'Inde ne représentent que 1,8 % du total des échanges de l'Union et la part de marché de l'UE en Inde diminue. Il est donc important de fournir une aide aux entreprises européennes ayant le potentiel pour établir des liens commerciaux avec l'Inde. L'EBTC organise des séminaires ou des «journées de l'Inde» dans les pays européens pour informer les entreprises sur les possibilités offertes par le marché indien.

M. Jensen considère que les droits de propriété intellectuelle représentent un problème moins important en Inde qu'en Chine. La réglementation pertinente est en place et a été récemment mise à jour, mais elle n'est pas nécessairement appliquée. Il est d'avis que la situation est «gérable, bien qu'il y ait toujours un risque». Avec le nombre croissant de sociétés indiennes entrant sur le marché mondial, les pressions se sont faites plus fortes en Inde pour mettre en place un régime qui offre davantage de protection.

- **Réunion avec S.E. Mme Preneet Kaur, ministre d'État des affaires extérieures**

Mme Kaur a donné une vue d'ensemble des relations UE-Inde, en soulignant que le récent sommet avait été un succès et qu'il y a eu «une évolution positive considérable» sur l'ALE UE-Inde. Elle note que le Parlement indien est «en train de former le groupe d'amitié parlementaire avec le Parlement européen», afin que les «échanges deviennent plus nombreux».

Elle a souligné l'importance de la coopération entre l'UE et l'Inde pour relever des défis mondiaux communs et, en particulier, des avantages liés au développement des énergies propres et à la collaboration en matière de recherche et de développement. Elle a appelé à la création d'un «environnement de libre circulation des véritables spécialistes». Comme de nombreux autres interlocuteurs, elle s'est félicitée du programme Erasmus Mundus. Les députés européens ont reconnu les différences existant entre les États membres sur la question du «mode 4».

Le Parlement a fait remarquer que le cycle de Doha était bloqué et que l'absence de progrès au niveau de l'approche multilatérale nécessitait une mise à jour des cadres bilatéraux existants. L'ALE est une étape vers une relation beaucoup plus approfondie qui favoriserait la stabilité et renforcerait le partenariat politique. L'importance d'une clause relative au développement durable a été réaffirmée. Mme Kaur a souligné que son gouvernement ne croit pas que les échanges commerciaux doivent servir à résoudre les questions sociales. Les problèmes inhérents à la libéralisation partielle du marché indien des marchés publics au niveau des États ont été abordés.

La question du SEQE a également été soulevée, les membres du Parlement européen soulignant que le coût de la mise en conformité avec le système est minime. La ministre a répondu que la position du ministère indien de l'aviation civile sur le sujet était claire et que l'action de l'Union européenne était unilatérale et contraire à la Convention relative à l'aviation civile internationale («convention de Chicago»).

- **Information sur la situation des camps de réfugiés tamouls - Peter Burgess, représentant de la DG ECHO en Inde**

M. Burgess a fait observer que les réfugiés sri-lankais se rendent depuis 1983 au Tamil Nadu et qu'ils y sont actuellement plus de 68 000 répartis dans 112 camps; en outre, 32 000 réfugiés vivent en dehors des camps. Ils n'ont pas le statut de réfugiés puisque l'Inde n'est pas signataire de la convention des Nations unies relative au statut des réfugiés. L'Inde est malgré tout considérée comme un pays hospitalier pour les demandeurs d'asile. Toutefois, le HCR des Nations unies n'a pas accès aux camps. Trente mille réfugiés n'ont pas de preuve de leur nationalité et sont, de ce fait, officiellement apatrides.

Le retour des réfugiés au Sri Lanka depuis la fin du conflit en mai 2009 s'opère plus lentement que prévu, puisque seulement près de 4 000 personnes sont déjà parties (par rapport aux 25 000 escomptées). La plupart attendent toujours la garantie d'un retour sûr et durable. L'accès aux services de base au Tamil Nadu est raisonnable; les réfugiés ne vivent pas dans des conditions déplorables et ils sont relativement bien intégrés, même si les conditions varient selon les endroits dans l'État.

Néanmoins, les possibilités en matière d'emploi sont limitées et il est difficile pour ces réfugiés d'accéder à l'enseignement supérieur. Le militantisme politique est découragé et la communication est très fortement restreinte.

Depuis 2002, la DG ECHO a fourni une aide humanitaire de 4,7 millions d'euros aux camps. Le financement se fait par le biais d'un consortium, qui regroupe Christian Aid, le conseil danois pour les réfugiés et l'Agence adventiste du développement et de l'aide humanitaire (ADRA). Là où les efforts se concentraient sur la fourniture de produits de première nécessité, on cherche aujourd'hui à renforcer la capacité des réfugiés à se réinsérer dans la société dans son ensemble, que ce soit au Tamil Nadu ou au Sri Lanka. La DG ECHO vise à identifier et à «colmater les brèches» malgré un financement très limité.

La situation des réfugiés est une question politique très sensible au Tamil Nadu, en particulier en période électorale, étant donné qu'il existe un fort sentiment de solidarité tamoule. Le gouvernement de l'État, en particulier le DMK, actuel parti de l'opposition (un allié de la coalition UPA majoritaire au congrès à New Delhi), a eu une influence considérable sur la position du gouvernement central à l'égard des autorités sri-lankaises. Lors du Conseil des droits de l'homme des Nations unies en mars 2012, l'Inde a voté en faveur de la résolution invitant le gouvernement de Colombo à mettre en œuvre les recommandations de la *Commission sur les leçons tirées et la réconciliation* du président Rajapaksa. C'est la première fois que Delhi a approuvé une résolution concernant un pays spécifique au HCR.

On a constaté que les Intouchables du Tamil Nadu se trouvent souvent dans la position la plus précaire, en particulier parce qu'ils vivent dans les régions de basse altitude à proximité de la côte. Il existe en effet des éléments prouvant qu'ils n'ont pu bénéficier de l'aide après le passage du cyclone Thane à la fin de l'année 2011.

- **Table ronde sur l'ALE UE-Inde avec des représentants des entreprises indiennes**

La discussion était présidée par M. Y K Modi, ancien président de la FICCI et actuel président des commissions de la FICC sur l'OMC et l'ALE. Au début de la réunion, la délégation du PE a rendu hommage au rôle important joué par la FICCI pour rassembler les législateurs des parlements indien et européen.

M. Modi a souligné que la libéralisation tarifaire était nécessaire, mais qu'une protection contre les barrières non tarifaires était importante. Il a fait valoir que les questions non commerciales ne doivent pas être incluses dans l'ALE. Il souligne l'énorme potentiel inexploité du secteur des services et l'expertise dont dispose l'UE dans ce domaine.

On a constaté que les économies de l'Union européenne et de l'Inde sont complémentaires et leurs échanges, très équilibrés (50,7 % des échanges se font de l'UE vers l'Inde et 49,3 % dans l'autre sens). Les députés européens ont souligné qu'il y a eu une expansion spectaculaire du volume des échanges commerciaux entre l'Union européenne et l'Inde, qui a été multiplié par 20 entre 1988 et 2012. L'UE a clairement fait le choix d'établir un partenariat stratégique avec l'Inde et l'ALE est un élément important dans cette vaste relation.

Les membres du Parlement européen ont mis en évidence les questions suivantes:

- les restrictions probables concernant l'accès des entreprises européennes aux marchés publics au niveau des États – la possibilité d'une «clause de caducité» en vertu de laquelle cette situation pourrait être réexaminée après cinq ans est débattue;
- la nécessité d'inclure une disposition sur le développement durable constitue un élément non négociable pour le Parlement européen;
- l'absence de garanties suffisantes sur les DPI et les pertes subies par l'industrie cinématographique en raison du piratage en ligne; la nécessité pour le Parlement indien de voter la loi sur les droits d'auteur a été mise en évidence;
- les déclarations claires de la Commission européenne selon lesquelles l'ALE ne contiendra pas d'obligation d'introduire une période d'exclusivité des données pour les produits pharmaceutiques.

M. Modi a reconnu les préoccupations des députés européens sur un grand nombre de ces questions et souligné que la FICCI cherchait à persuader le gouvernement indien de parvenir à un accord avec l'UE. Il a constaté qu'il existait des inquiétudes en Inde quant à la mise en place de barrières non tarifaires par l'UE et fait valoir que l'ALE n'était pas le support approprié pour certaines dispositions, affirmant que des questions telles que les droits des travailleurs devaient être examinées dans le cadre de l'Organisation internationale du travail. Il a cependant souligné que cela «ne doit pas être un obstacle insurmontable». Il a par ailleurs fait remarquer que certaines entreprises européennes ont essayé d'obtenir le monopole sur des produits pour une période de six à douze ans, ce qui n'est pas acceptable pour l'Inde.

La délégation a ensuite tenu une réunion avec les chefs de mission de l'Union européenne ou leurs représentants, au cours de laquelle il y a eu un échange de vues sur les questions clés de la relation UE-Inde. Elle a été suivie d'un dîner de travail avec le Forum des parlementaires de la FICCI, au cours duquel s'est poursuivi l'examen de l'ALE UE-Inde ainsi que des questions liées au changement climatique, à l'énergie et à la politique étrangère.

Mercredi 2 mai 2012

La délégation s'est rendue à Chennai dans la matinée, puis est allée directement à l'Institut indien de technologie de Madras.

- **Réunion avec le professeur Bhaskar Ramamurthi, directeur de l'Institut indien de technologie de Madras**

M. Ramamurthi a constaté que le premier institut indien de technologie a été fondé il y a 60 ans avec le soutien des Nations unies. L'Institut de Madras a été fondé en 1959 avec l'aide de l'Allemagne de l'Ouest.

L'institut collabore avec l'Union européenne, les États-Unis, l'Australie, la Chine, la Corée du Sud, le Japon et la Malaisie. Il y a en outre des possibilités de développer des liens, notamment avec l'Amérique latine et l'Afrique.

L'institut fournit également un soutien considérable pour des cours dans les domaines des sciences sociales et humaines, et il y a une forte activité interdisciplinaire. Les diplômés décrochent des emplois en Inde comme à l'étranger, et le pays ne craint désormais plus de perdre ses travailleurs qualifiés, «même s'il se faisait du mauvais sang à ce propos».

M. Ramamurthi a exposé de manière détaillée la coopération avec l'UE – qui s'étend à environ 15 États membres – y compris en ce qui concerne les échanges d'étudiants et la collaboration en matière de recherche avec les instituts universitaires européens. La manière d'améliorer cette coopération a été examinée. Tous les participants ont soutenu le renforcement des contacts personnels au niveau universitaire, notamment par des programmes de doctorat communs et l'extension des échanges universitaires.

La conversion du CO2 constitue un domaine particulier de la coopération doté d'un potentiel important, ce qui pourrait être une source de bénéfices plutôt que de pollution.

Le fait que le financement doive être disponible pour permettre le lancement des projets plutôt qu'à un stade ultérieur représente un obstacle à l'amélioration de la coopération avec l'UE. On a constaté que seules les universités les plus riches peuvent se permettre de développer des projets de recherche sans financement et les entreprises indiennes sont généralement peu disposées à soutenir la recherche et le développement.

On a également fortement insisté pour que l'UE accorde des visas à long terme aux scientifiques, ces derniers étant actuellement tenus de renouveler constamment leur demande.

De l'avis général, le septième programme-cadre (7e PC) est un succès. Le programme qui lui succédera à partir de 2014 est l'initiative Horizon 2020.

Jeudi 3 mai

- **Réunion avec S.E. M. K. Rosaiah, gouverneur du Tamil Nadu**

La réunion a permis à de nombreux membres de renouer connaissance avec M. Rosaiah, qu'ils avaient rencontré à Hyderabad en 2011, alors qu'il était ministre en chef de l'État d'Andhra Pradesh.

Au cours de la discussion, les points suivants ont été soulevés:

- la capacité pour les parlementaires de rapprocher le Tamil Nadu de l'UE;
- la relation entre le gouvernement fédéral et le gouvernement des États en Inde;
- la coopération entre l'UE et l'Inde sur des questions telles que la protection des forêts et le développement de l'énergie solaire (le Tamil Nadu bénéficie de 300 jours d'ensoleillement);
- les défis environnementaux auxquels est confronté le Tamil Nadu, tels que la rareté de l'eau et d'autres effets du changement climatique;
- les principaux éléments de l'ALE UE-Inde concernant le Tamil Nadu;
- les perspectives de l'UE en matière d'investissement au Tamil Nadu;
- la situation des réfugiés tamouls sri-lankais au Tamil Nadu et leur éventuel retour au pays.

La délégation a ensuite effectué une visite à l'Assemblée législative du Tamil Nadu, où elle a été officiellement accueillie au cours de la session plénière par le président.

• **Réunion avec S.E. Mme Jayalithaa, ministre en chef du Tamil Nadu**

La ministre en chef a formulé les observations suivantes en réponse aux questions des membres du Parlement européen:

- le gouvernement de l'État du Tamil Nadu soutient les droits de la minorité tamoule au Sri Lanka, mais n'approuve pas le LTTE;
- il n'y a plus de problème en ce qui concerne les réfugiés tamouls en Inde;
- il existe certaines tensions avec le Sri Lanka, y compris des attaques menées par les forces sri-lankaises contre les pêcheurs du Tamil Nadu et la poursuite de la controverse sur la cession au Sri Lanka, en 1974, de l'île de Kachchatheeva par l'administration centrale indienne, une décision encore contestée par le gouvernement du Tamil Nadu;
- il existe une harmonie générale au Tamil Nadu entre les religions et les castes et les Naxalites ne représentent pas une menace;
- la centrale nucléaire de Kudankulam, qui a fait l'objet d'une opposition considérable, est en cours d'achèvement et sera ouverte prochainement;
- l'eau est puisée dans les lacs afin de veiller à ce que les agriculteurs aient un approvisionnement suffisant, cependant, le gouvernement a mis en place des mesures pour s'assurer qu'il n'y ait pas de surconsommation;
- la production automobile est l'un des secteurs les plus importants de l'État, qui est décrit comme le «Detroit de l'Asie» et qui tient à devenir le centre névralgique de la production automobile en Asie.

- **Table ronde sur les questions de sécurité régionale avec le Centre pour l'analyse de la sécurité**

La délégation a été accueillie par Mme Geeta Madhuharan, qui a présenté les dix ans d'existence du Centre pour l'analyse de la sécurité.

Le lieutenant-général V.R. Raghavan (Retd), président du centre, a prononcé le discours d'ouverture. Il a souligné que l'Inde tient l'UE en haute estime en tant que superpuissance économique. Toutefois, Delhi estime que la politique étrangère fragmentée et incohérente de l'UE n'est pas à la hauteur de sa puissance économique.

Il note que les priorités de l'Inde sont les suivantes:

- la croissance économique, avec 40 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté;
- la stabilité politique, qui ne peut être garantie sans croissance économique;
- la sécurité intérieure;
- une périphérie pacifique.

L'essor de la Chine pourrait être considéré comme une menace, d'autant plus qu'au cours des dernières années, Pékin s'est montré davantage revendicatif. Les relations indo-chinoises ne s'affranchiront jamais tout à fait des relations sino-américaines.

On a souligné que la course aux armements était un phénomène mondial qui vaut également pour l'Asie et le Pacifique. Les pays de la région ont répondu aux actions chinoises par l'acquisition d'armes toujours plus nombreuses. L'Inde est également tenue de se protéger et souhaite créer une force qui ferait réfléchir Pékin à deux fois avant de l'attaquer. (Le modèle français de la «force de frappe» a été une source d'inspiration pour de nombreux pays, dont l'Inde). Toutefois, la Chine n'est pas disposée à entamer des discussions sur le désarmement avant que les États-Unis et la Russie n'aient réduit leur arsenal. Le général Raghavan a dressé un tableau pessimiste, car il estime qu'à l'heure actuelle aucune partie n'est prête à revenir en arrière et que, par conséquent, le désarmement prendra beaucoup de temps.

D'aucuns ont exprimé des craintes quant à la possibilité que l'Afghanistan puisse redevenir le carrefour du terrorisme international. «L'UE souhaite aider, mais ne veut pas des sacs mortuaires». L'Inde s'est dite prête à fournir une aide à l'Afghanistan, mais elle n'entend pas intervenir dans les affaires intérieures de Kaboul. Un récent sondage en Afghanistan a révélé que l'Inde est le pays étranger le plus populaire parmi les Afghans.

Selon le gouvernement indien, la situation en Syrie ne sera pas réglée par les sanctions – «le changement de régime n'est pas une politique correcte, en particulier lorsqu'il s'opère de manière sélective». Toutefois, les événements en Syrie «sont inacceptables et doivent cesser». La question est de savoir comment y parvenir.

L'Inde estime qu'elle est injustement visée par l'Union européenne sur la question de la lutte contre le changement climatique, alors que l'Europe a contribué dans une large mesure au problème. Cette question est actuellement une source de tension entre les deux parties. L'Inde doit développer des ressources énergétiques pour sortir sa population de la pauvreté et l'énergie nucléaire est considérée comme la solution la plus sûre. L'Inde reconnaît toutefois que tous les pays ont le devoir de faire respecter des normes environnementales.

La délégation du Parlement souligne que l'UE est un «instrument de choix» pour relever les grands défis mondiaux tels que le changement climatique. Elle n'a pas développé de capacité militaire et, par conséquent, «parle doucement et adopte la politique de la carotte(!)»

Les députés européens ont fait valoir qu'un accord sur un ALE n'était pas simplement un moyen de stimuler les échanges commerciaux entre l'Union européenne et l'Inde, mais qu'il constituait également une étape sur la voie d'un partenariat stratégique approfondi fondé sur des valeurs communes. Les domaines clés sont la coopération en matière de sciences et de technologie, de changement climatique ainsi que de culture et de sécurité.

- **Rencontre avec S.E. M. Thiru D. Jayakumar, président de l'Assemblée législative du Tamin Nadu**

M. Jayakumar a donné un aperçu du gouvernement du Tamil Nadu. Il a notamment souligné que cet État est le septième le plus peuplé du pays avec 72 millions d'habitants et qu'il est le quatrième plus important contributeur au PIB de l'Inde. C'est «un havre de paix, où les gens, quels que soient leur religion, leur groupe ethnique et leur langue, vivent en parfaite harmonie et fraternité». Il a exposé le développement social et économique de l'État, notamment dans le domaine de l'ingénierie, de l'automobile, du textile et du coton. L'État bénéficie également d'investissements étrangers conséquents provenant d'entreprises telles que Nokia, Philips, Daimler, Saint Gobain, Amway, Hitachi et Yamaha.

La délégation du PE a reçu des copies du document relatif à la vision du Tamil Nadu pour 2023, qui définit le programme des dix prochaines années et vise une croissance inclusive et l'éradication de la pauvreté dans l'État avec pour objectif de multiplier par six le revenu par habitant. Le président s'est attardé sur les mesures liées à l'État-providence, en évoquant des éléments tels que la distribution publique de riz et l'amélioration des soins de santé (Chennai est décrite comme le «pôle sanitaire» de l'Inde). Une enveloppe record est allouée à l'éducation, qui est gratuite jusqu'à l'âge de 16 ans. Sur le front de l'environnement, il y a un grand programme de boisement.

Les députés européens ont également été informés de la composition de l'Assemblée législative, qui compte 235 membres, dont 234 élus et 19 femmes. Il y a onze commissions, dont trois couvrent les questions financières, élues selon le mode de représentation proportionnelle. Le secrétaire de l'Assemblée a également expliqué la

procédure applicable au niveau de l'État. La coalition menée par l'AIADMK a remporté 203 sièges lors des dernières élections, en mai 2011.

- **Réunion avec l'International Justice Mission (IJM)**

Andy Griffiths, directeur du bureau de l'International Justice Mission (IJM), a donné un aperçu des travaux de l'organisation.

L'IJM a été créée en 1997; son siège social est situé à Washington et elle dispose de 14 bureaux à travers le monde. Son objectif est de «sauver des milliers de personnes, d'en protéger des millions et de prouver que la justice pour les pauvres est possible». Le bureau de Chennai, un des quatre bureaux indiens de l'organisation, emploie 55 personnes, dont seulement deux étrangers.

Le bureau de Chennai se concentre sur l'objectif d'éradiquer le travail forcé et de faire en sorte que le système judiciaire protège les victimes de cette pratique. L'IJM a quatre finalités: i) l'aide aux victimes; ii) la responsabilisation des auteurs, au moyen de sanctions réellement dissuasives; iii) le suivi des victimes; et iv) la transformation structurelle.

M. Griffiths a indiqué que, selon le rapport «Broken People» de HRW, il y a en Inde 40 millions de travailleurs forcés, contraints de travailler de longues heures (jusqu'à 18 heures par jour) pour un salaire inférieur au salaire minimum et une nourriture insuffisante (le ministère indien du travail, dans son rapport annuel 2010-2011, a estimé ce chiffre à 288 462). Les travailleurs forcés ne peuvent pas changer de travail et font l'objet de contraintes et de menaces violentes. Bon nombre des victimes appartiennent aux castes inférieures et aux tribus répertoriées, et la communauté des Intouchables (SC/ST) représente 86 % des travailleurs forcés recensés au niveau national.

Une loi de 1976 a officiellement aboli le travail forcé. L'IJM cherche donc à combler le fossé entre la loi et ce qui se passe sur le terrain; elle coopère étroitement avec le gouvernement dans un effort visant à assurer le respect de la législation, car «la législation existante est très bonne, mais elle n'est pas mise en œuvre.» En outre, la société en général n'a pas conscience de la gravité ou de la prévalence de cette pratique, raison pour laquelle l'IJM a mené des programmes de sensibilisation pour encourager le public à demander au gouvernement de changer les choses.

En raison de ressources limitées, l'IJM s'est concentrée sur des domaines de projet spécifiques. Il est facile d'identifier les travailleurs forcés, qui sont présents dans presque tous les secteurs. Il est essentiel de séparer la victime de l'opresseur, de rassembler des informations et de les transmettre aux fonctionnaires de l'administration publique. Dans une affaire récente, 512 travailleurs ont été libérés d'une seule usine de fabrication de briques. Au cours de la dernière décennie, l'IJM de Chennai a contribué à libérer et à réhabiliter plus de 4 000 travailleurs forcés, dont plus de 96 % sont restés libres.

M. Griffiths a souligné que l'UE pourrait contribuer aux activités de l'IJM en promouvant l'État de droit et en exerçant des pressions en faveur de l'éradication du travail forcé. Actuellement, l'IJM ne reçoit pas de fonds de l'UE, mais «serait ravie» d'en bénéficier.

La journée s'est achevée par un dîner de travail organisé par la délégation du Parlement européen pour les ONG travaillant sur des projets financés par l'UE au Tamil Nadu.

Vendredi 4 mai

- **Réunion avec Fr. Raj Irudaya, Groupe de travail pour l'aide humanitaire et la défense de la cause des Tamouls du Sri Lanka**

Fr. Raj a fait part de son rôle de président d'un groupe de travail pour l'assistance aux Tamouls sri-lankais. Il a présenté à la délégation une communication intitulée «Une feuille de route pour une réinstallation digne, la réconciliation et une solution politique durable au Sri Lanka».

Dans sa présentation, il s'est concentré presque exclusivement sur l'évolution postconflictuelle au Sri Lanka et la situation des PDI. Son organisation exhorte le gouvernement indien à encourager les autorités de Colombo à assurer «une réinstallation digne, la réconciliation et une solution politique durable au Sri Lanka». Dans ses propositions, le groupe de travail invite également le gouvernement sri-lankais à élaborer des plans pour la réinstallation et la réhabilitation des réfugiés tamouls en Inde qui sont appelés à rentrer au pays.

Il a décrit le conflit qui a duré des décennies au Sri Lanka comme une «guerre sans témoin» ayant conduit à la disparition de 200 000 personnes, laissé 90 000 veuves de guerre et mutilé plus de 70 000 personnes. À l'heure actuelle, il règne un «calme inquiétant» dans les anciennes zones de conflit et les zones tamoules sont lourdement militarisées. Il a évoqué de nombreux cas de violation des droits de l'homme, y compris des enlèvements de jeunes Tamouls et l'expulsion de personnes qui vivaient sur des terres appartenant à leur famille depuis des générations. Il y a eu des attaques contre les autres religions et le gouvernement, «régime militaire sous le masque de la démocratie», impose un bouddhisme militant. Les autorités sri-lankaises cherchent à donner au monde une image très positive qui ne reflète pas la réalité.

Les Tamouls éprouvent aujourd'hui un sentiment d'impuissance, mais la tension est croissante. Le gouvernement indien a participé à une guerre «génocidaire» et son rôle est en train d'être repris par la Chine, qui a d'importants intérêts économiques, mais pas d'affinité ethnique, au Sri Lanka.

- **Visite de l'usine Nokia**

Les députés européens ont assisté à une présentation sur l'activité de l'usine Nokia, qui est située dans une zone économique spéciale (ZES) au nord de Chennai.

Les principaux points évoqués dans la présentation sont les suivants:

- L'usine est la plus importante de la société dans le monde entier; elle emploie plus de 10 000 travailleurs et produit plus de 300 000 téléphones par jour, dont une moitié est destinée au marché indien, et l'autre, à plus de 100 pays.
- La construction de l'usine a commencé en 2006 et «21 semaines après le premier coup de pioche, le premier téléphone était produit». Depuis, plus de 500 millions de téléphones portables y ont été fabriqués, et l'usine est spécialisée dans le marché de masse.
- L'usine «recycle tout» et a reçu un certain nombre de récompenses pour ses systèmes de gestion de l'environnement, dont le Golden Peacock Award 2010. Elle dispose d'un solide programme de reprise pour les anciens téléphones portables, qui sont recyclés. 100 % des téléphones sont testés et il n'y a pas de risque pour la santé.
- 60 à 70 % des salariés sont des femmes et tous les salariés avec famille peuvent profiter des structures de garde pour les enfants. La société accorde beaucoup d'importance à la responsabilité sociale des entreprises. Il y a eu des conflits du travail, mais ceux-ci ont été résolus, et il existe un engagement fort en faveur du dialogue.
- L'usage du téléphone portable s'est développé en Inde au cours des douze dernières années et il y a actuellement près de 800 millions de connexions mobiles dans le pays. Les téléphones portables représentent 70 à 80 % du marché, et la plupart sont des modèles Nokia. La technologie a modifié la manière de faire du commerce, car les agriculteurs peuvent désormais connaître le prix de leurs produits dans les localités voisines.

Après la présentation, les députés européens ont pu visiter l'usine. Les membres de la délégation ont ensuite regagné le centre de Chennai et pris leur vol vers l'Europe.

Annexes: programme + liste des participants



EUROPEAN PARLIAMENT



Delegation for relations with India

**Delegation visit to
DELHI - CHENNAI
30 April - 4 May 2012**

FINAL PROGRAMME

Sunday, 29 April

Departures Europe/Delhi

Arrival of EP delegation members and transfer to:

**The TAJ MAHAL (MANSINGH) Hotel
1 Mansingh Road
110001 New Delhi
tel. +91 11 230 261 62
fax +91 11 23026070**

18:00-20.00 Informal meeting of the delegation
Taj Mahal Lobby

Monday, 30 April

Delhi

Breakfast at the hotel

08.45 Departure to the office of the EU Delegation to India
Venue: EU Delegation, 65, Golf Links

09.00-10.45 Briefing at the EU Delegation to India

10.45 Departure to the Observer Research Foundation (ORF)

11.30-14.30 Roundtable EU-India at the Observer Research Foundation with think tanks /
civil society experts on the FTA; Climate Change & Renewable Energy; and
BRICS

Venue: Observer Research Foundation (ORF)

PE488.759

22/30

PV\904600FR.doc

FR

20, Rouse Avenue Institutional Area

- 14:30 Departure to the Parliament Building (*Iron Gate no. 1 (from Vijay Chowk side)*)
- 15:00-15:45 Guided visit of the Lok Sabha and Rajya Sabha
- 16:00-17.00 Meeting with H.E. Mr Shanta Kumar, Chairperson, Standing Committee on Commerce (Rajya Sabha)
- 17.00-18.15 Meeting with the Standing Committee on External Affairs (Lok Sabha)
- 18.15-18.35 Departure to The Taj Mahal Hotel
- 19:00 Departure to the Oberoi Hotel
- 19.30-22.40 Roundtable followed by Working Dinner on the theme of Human Rights with special focus on women's rights, rights of the child, torture, Human Rights Defenders
Venue: Oberoi Hotel
- 22.45 Departure to the Taj Mahal Hotel

Tuesday, 1 May

Delhi

Breakfast at the hotel

- 08:30 Departure to the European Business and Technology Centre (EBTC)
- 09:00-10:00 Meeting at the European Business and Technology Centre
Hosted by EBTC Director, Mr Poul Jensen
*Venue: DLT A Complex, South Block, 1st Floor
1, Africa Avenue*
- 10:15 Departure to South Block
- 11:30-12:20 Official meeting with H.E. Mrs Preneet Kaur, Minister of State for External Affairs, Ministry of External Affairs
Venue: South Block, Gate nr 4
- 12:25 Departure to ECHO Office
- 13:10-14:15 Briefing on the situation of Tamil refugee camps by Mr Peter Burgess, ECHO India
- 14:15 Departure to FICCI House
- 15.00-16.30 Roundtable on the EU-India FTA with representatives of the Indian business community chaired by Mr Y. K. Modi, former President of FICCI and currently Chairman of its WTO and FTA Committees

Venue: FICCI House

- 16.30 Departure from FICCI House to the Taj Mahal Hotel
- 17:25 Departure from the Taj Mahal Hotel to the EU Delegation
- 17:30-19:00 Debriefing with EU Head of Missions
Venue: EU Delegation, 65, Golf Links
- 19:00 Departure to the Taj Mahal Hotel
- 19.30 - 22:40 Working dinner co-organised with the FICCI Forum of Parliamentarians and hosted by the EP Delegation
Venue: The Taj Mahal Hotel

Wednesday, 2 May	Delhi - Chennai
-------------------------	------------------------

- Check-out from the Taj Mahal Hotel
- 08:15 Departure from hotel to Indira Gandhi International airport
- 10:50 Departure of flight Jet Airways 9W2255 Delhi / Chennai
- 13.30 Arrival at Chennai airport
- 14.30 Transfer to Indian Institute of Technology (IIT) Madras
- 15:00-16:45 Meeting with Prof. Bhaskar Ramamurthi, Director of the Indian Institute of Technology Madras and roundtable discussion
- 16:50-18.00 Departure from the Indian Institute of Technology Madras to the Hotel Taj Coromandel
- TAJ COROMANDEL HOTEL**
37 Mahatma Gandhi Road
Nunganbakkam / Chennai City Center
Chennai 600034
Tamil Nadu, India
Tel +91 44 66002827
Fax +91 44 66002089
- Free evening / own arrangements

Thursday, 3 May	Chennai
------------------------	----------------

- 9:50 Departure from the Taj Coromandel Hotel

10:30-11:00 Meeting with H.E. Dr. K. Rosaiah, Governor of Tamil Nadu

11:10 Departure from Raj Bhavan to Assembly Secretariat

11:35-11:55 Observe the proceedings of the Assembly in session

12:00-12:45 Meeting with H.E. Ms. J. Jayalalithaa, Chief Minister of Tamil Nadu

12:45 Departure from Assembly Secretariat to Hotel GRT Grand

13:00-15:00 Working Buffet-lunch
Roundtable on regional security issues in general and Sri Lanka-India relations in particular with the Centre for Security Analysis

- Welcome by Lt. Gen. V.R. Raghavan (Retd), President, Centre for Security Analysis
- Statement by Sir Graham Watson
- Reply by the CSA President, followed by a discussion

15:00 Departure from Hotel GRT Grand to Assembly Secretariat

16:00-17:15 Meeting with H.E. Mr. Thiru D. Jayakumar, Speaker, Tamil Nadu Legislative Assembly at Committee Hall

Committee Hall, Assembly Secretariat, Fort St George

17:15-17:30 Departure to the Taj Coromandel Hotel

17:30-18:45 Meeting with International Justice Mission (IJM)

Venue: Taj Coromandel Hotel - Clive Dupleix Hall

18:45-20:30 Roundtable with representatives of NGOs working on EU funded projects in Tamil Nadu

Venue: Taj Coromandel Hotel - Clive Dupleix Hall

20:30-23:00 Working dinner hosted by the EP Delegation for the NGOs working on EU funded projects in Tamil Nadu

Venue: Taj Coromandel Hotel - Clive Dupleix Hall

Friday, 4 May

Chennai

Breakfast at the hotel

8:30-9:30 Meeting on Tamil refugees

Venue: Taj Coromandel Hotel - Clive Dupleix Hall

9:30 Departure to Nokia site (Sripenrumbudur)

- 11:00 – 13:30 Visit of the Nokia factory
Discussions with members of the Nokia team and visit of the plant
Venue: Nokia offices
- 13:30-15:00 Departure to the Taj Coromandel Hotel
- 18.30-19.00 Interview (Chairman only)
- 19.15 End of programme

Friday, 5 / Saturday 6 May

Chennai/Europe

Individual arrangements for return flights to Europe



ΕΒΡΟΠΕΪΣΚΙ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤΟ ΕΥΡΩΠΕΟ ΕΥΡΩΠΕΪΣΚΟ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ ΕΥΡΩΠΑ-ΠΑΡΛΑΜΕΝΤΕΤ
 EUROΠΑΪΣΧΕΣ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ ΕΥΡΩΠΑ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
 PARLEMENT EUROPEEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
 EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
 PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
 EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

Delegation for Relations with India
Visit to Delhi & Chennai
30 April - 4 May 2012
Official list of Participants

Members of the Delegation (12)

Name		Surname	Political Group, Country
Sir	Graham 	WATSON, Chair <ul style="list-style-type: none"> • Delegation for Relations with India, Chairman • Conference of Delegation Chairs, Member • Committee on Foreign Affairs, Member • Delegation for Relations with the People's Republic of China, Member 	ALDE United Kingdom
Mr	Kriton 	ARSENIS <ul style="list-style-type: none"> • Committee on the Environment, Public Health and Food Safety, Member • Committee on Fisheries, Member • Delegation for Relations with the Maghreb Countries and the Arab Maghreb Union, Member • Delegation to the Parliamentary Assembly of the Union for the Mediterranean, Member 	S&D Greece

Mr	Yves 	COCHET <ul style="list-style-type: none"> • Delegation for Relations with India, Member • Committee on the Environment, Public Health and Food Safety, Member 	Greens/ALE France
Mrs	Karima 	DELLI <ul style="list-style-type: none"> • Delegation for Relations with India, Member • Committee on Employment and Social Affairs, Member 	Greens/ALE France
Mrs	Marielle 	GALLO <ul style="list-style-type: none"> • Delegation for Relations with India, Substitute Member • Committee on Legal Affairs, Member • Special Committee on Organised Crime, Corruption and Money Laundering, Member • Delegation for Relations with the United States, Member 	EPP France
Mr	Jörg 	LEICHTFRIED <ul style="list-style-type: none"> • Delegation for Relations with India, Member • Committee on Transport and Tourism, Member • Sub-Committee on Human Rights, Member 	S&D Austria
Mr	Jo 	LEINEN <ul style="list-style-type: none"> • Delegation for Relations with India, Member • Committee on the Environment, Public Health and Food Safety, Member 	S&D Germany
Mrs	Zofija 	MAZEJ KUKOVIC <ul style="list-style-type: none"> • Delegation for Relations with India, Member • Committee on the Environment, Public Health and Food Safety, Member 	EPP Slovenia
Mr	Bill 	NEWTON DUNN <ul style="list-style-type: none"> • Delegation for Relations with India, Member 	ALDE

		<ul style="list-style-type: none"> • Committee on Development, Member • Special Committee on Organised Crime, Corruption and Money Laundering, Member 	United Kingdom
Mr	Hubert 	PIRKER <ul style="list-style-type: none"> • Delegation for Relations with India, Substitute Member • Committee on Transport and Tourism, Member • Special Committee on Organised Crime, Corruption and Money Laundering, Member 	EPP Austria
Mr	Nicolò 	RINALDI <ul style="list-style-type: none"> • Delegation to the Cariforum - EU Parliamentary Committee, Vice-Chair • Committee on International Trade, Member • Delegation to the EU-Kazakhstan, EU-Kyrgyzstan and EU-Uzbekistan Parliamentary Cooperation Committees, and for relations with Tajikistan, Turkmenistan and Mongolia, Member • Delegation for Relations with the Palestinian Legislative Council, Member • Delegation for Relations with the Countries of South Asia, Member 	ALDE Italy
Mr	Peter 	VAN DALEN <ul style="list-style-type: none"> • Committee on Transport and Tourism, Vice-Chair • Delegation for Relations with India, Member 	ECR Netherlands

Abbreviations of the Political Groups:

PPE	Group of the European People's Party (Christian Democrats)
S&D	Group of the Progressive Alliance of Socialists and Democrats in the European Union
ALDE	Group of the Alliance of Liberals and Democrats for Europe
Greens/ALE	Group of the Greens/European Free Alliance
ECR	Group of the European Conservatives and Reformists
GUE/NGL	Confederal Group of the European United Left - Nordic Green Left
EFD	Group Europe of Freedom and Democracy
NI	Non-attached Members

Delegation Secretariat (3)

Mr	Tim	BODEN, Principal Administrator
Ms	Nekane (MD)	AZPIRI LEJARDI, Administrative Assistant
Ms	Montse	GABÀS, Administrative Assistant

Political Groups(4)

Mr	Adriaan	BASTIAANSEN	EPP Group Advisor
Mr	Christopher	WILLIAMS	S&D Group Advisor
Ms	Ursa	PONDELEK	ALDE Group Advisor
Mr	Jannes	DE JONG	ECR Group Advisor

Interpreters (3)

Mr	Gerard	HENDRICKX (FR)
Ms	Nathalie	PHAM (FR)
Ms	Lorraine	REGAN (EN)